

Introduction – l'Etat en 1946

*** 1945 – nécessité de refonder l'Etat après le Régime de Vichy**

- ***Suppression de la démocratie***
 - Régime réactionnaire
 - Régime anti-libérale
 - Régime anti-démocratique
 - Régime xénophobe et antisémite
- ***France profondément divisée***
 - Série d'évènements = cause de fractures profondes
 - *Discours du maréchal Pétain des 17 juin et 30 octobre 1940 / Appel du général de Gaulle du 18 juin 1940*
 - *Statut des juifs – octobre 1940*
 - *STO – 1943*
 - *Epuration – 1945*
 - Collaborateurs – pro-Vichy / résistants
- ***Restaurer l'Etat = une nécessité urgente***
 - Epuration sauvage : 8/9000 personnes condamnées et exécutées sans procès + femmes tondues

*** Refondation sur des principes anciens et nouveaux**

- ***Principe ancien*** = conception centralisée de l'Etat inscrite dans la longue durée
 - Colbertisme
 - Tradition jacobine = Etat fort et centralisé capable d'appliquer à l'ensemble du territoire la même politique au nom de l'égalité
 - Empire
 - IIIe République
- ***Principe nouveau*** = conception keynésienne – Etat régulateur – Etat réducteur des incertitudes – Etat Providence
 - Régulateur du fonctionnement économique = réaction à la crise de 1929
 - John Maynard Keynes (1883-1946) : action de l'Etat dans l'économie et la politique monétaire fondamentale pour soutenir la croissance économique
 - Acteur clé du progrès social au nom de la solidarité

Problématique :

- Comment la conception et le rôle de l'Etat évoluèrent-ils depuis 1946 ?
- Comment l'Etat s'est-il adapté aux mutations induites par le contexte national et international depuis 1946 ?

Plan

A) De 1946 au début des années 1980 : Un Etat fort

- 1) Des transformations institutionnelles remarquables
- 2) Un Etat interventionniste

B) Depuis les années 1990, l'Etat remis en cause ?

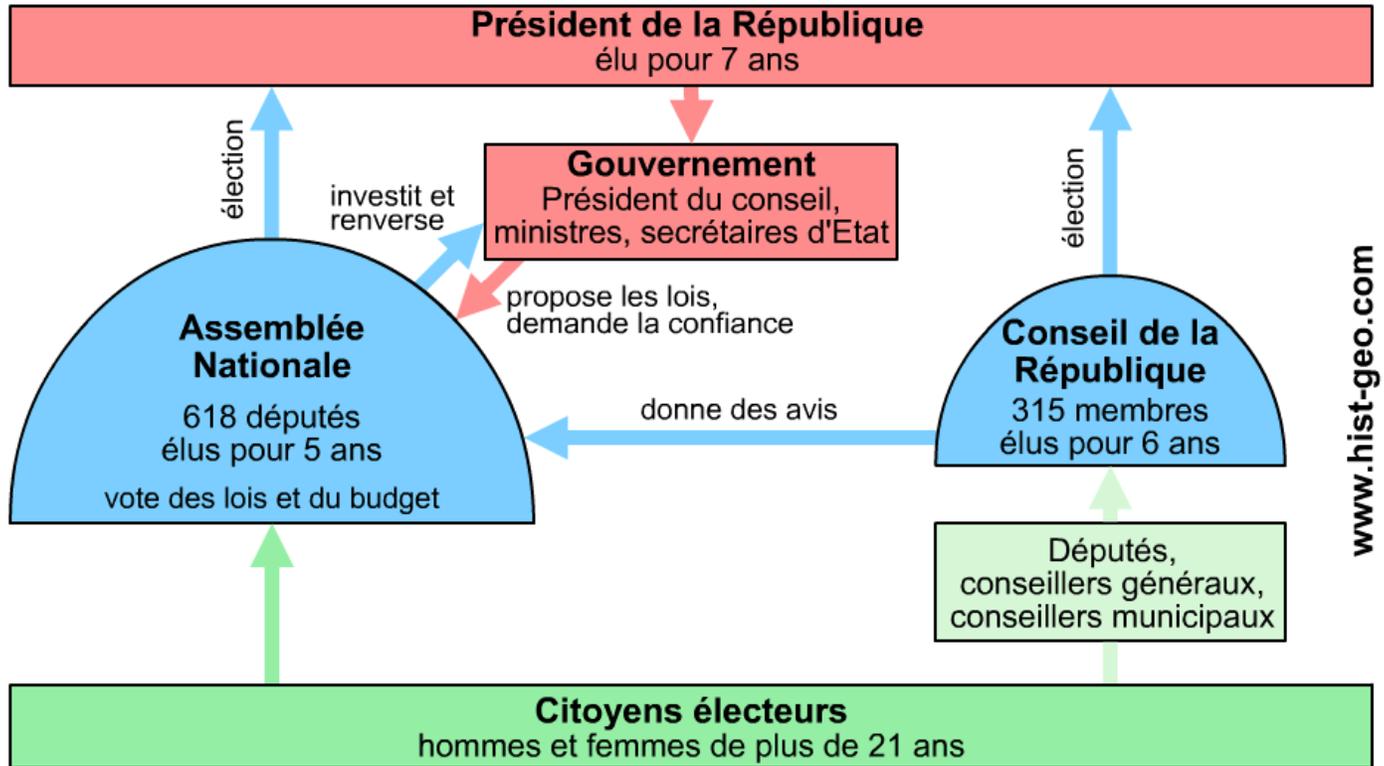
- 1) Un Etat en recul ?
- 2) Un Etat concurrencé
- 3) Un Etat qui divise l'opinion publique

A) De 1946 au début des années 1980 : Un Etat fort

1) Des transformations institutionnelles remarquables

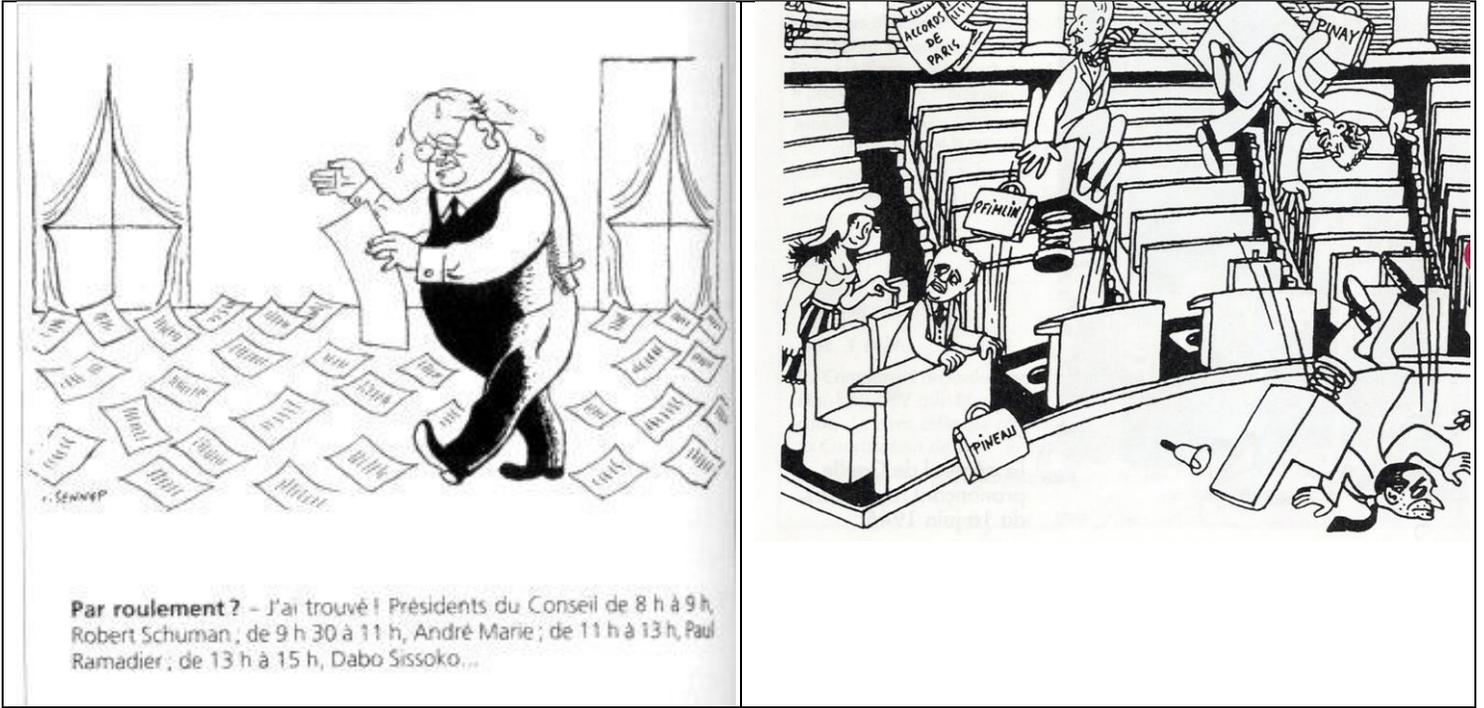
* Renforcement progressif des institutions

- *IVe République 1946-1958 – rétablissement de l'Etat sous la forme d'un régime parlementaire*



- Objectifs : créer un régime sans les défauts de la IIIe République et notamment l'instabilité ministérielle – éviter un régime présidentiel qui donnerait le pouvoir à un seul homme
- Fonctionnement :
 - *Prépondérance de l'Assemblée nationale*
 - Elue pour 5 ans
 - Vote des lois
 - Influence et contrôle de l'exécutif : élection du président de la République, vote de l'investiture du président du Conseil désigné par le président de la République pour diriger le gouvernement à la majorité absolue
 - *Président de la République* : fonction de représentation
 - *Président du conseil* :
 - Investi par l'Assemblée nationale à la majorité absolue
 - Réel exercice du pouvoir exécutif – disposant de la capacité de dissoudre l'Assemblée nationale
 - *Gouvernement* :
 - Investi par l'Assemblée nationale
 - Renversable par le vote d'une mention de censure ou par un désaveu – capacité de dissoudre l'Assemblée
 - *Souveraineté parlementaire*
 - *Mise sous contrôle de l'exécutif*
- Disfonctionnements
 - *Scrutin proportionnel* (distribution des sièges en fonction du nombre de voix) = système le plus démocratique mais majorité absolue difficilement trouvable

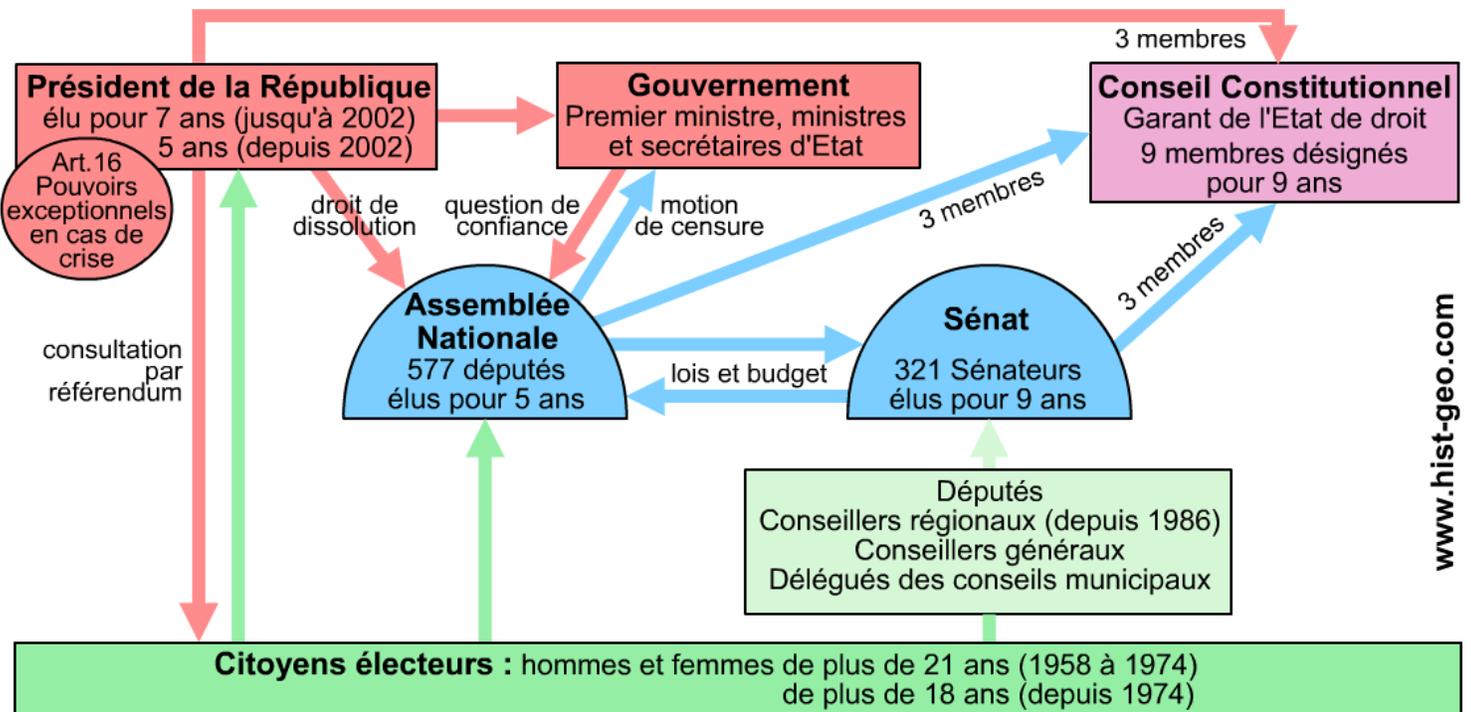
◦ *Instabilité ministérielle :*



- 22 gouvernements en 12 ans
- François Mitterrand – 11 fois ministre
- MAIS personnel politique stable = 66/277 ministres ont appartenus à plus de 3 gouvernements

→ Chute de la IV^e république avec la guerre d'Algérie 1954-1962 faisant craindre une guerre civile
 → Le 13 mai 1958, le président de la République, René Coty, fit donc appel au Général de Gaulle pour sortir la France de la crise et former un nouveau gouvernement.
 → Une nouvelle constitution fut proposée.

• *Ve République 1958 – exécutif fort – régime semi-présidentiel*



www.hist-geo.com

- Origines : texte rédigé par une commission de juristes réunie autour Régis Debré, ministre de la Justice et dirigeant gaulliste, sur la base des idées du général de Gaulle formulée dans le discours de Bayeux et non par une Assemblée constituante
- Objectifs : assurer la prééminence du président de la République
- Fonctionnement :
 - *Législatif bicaméral*
 - Assemblée nationale : élection tous les 5 ans au suffrage universel direct – au scrutin majoritaire limitant la représentation des petits partis
 - Limitation du nombre des sessions
 - Pouvoir limité de la motion de censure requérant la majorité absolue
 - Sénat : élection au suffrage universel indirect par les conseillers municipaux, départementaux, régionaux pour 9 ans – renouvelable par tiers
 - Participation à l'élaboration
 - Dépendant de l'Assemblée nationale

→ *Réduction du pouvoir du parlement*
→ *Soumission à l'exécutif*
 - *Exécutif bicéphale*
 - Président de la République : élu pour 7 ans au suffrage indirect par un collège de 80 000 électeurs (parlementaires, conseillers municipaux et généraux) – rééligible – garant des institutions – prérogatives élargies
 - Nomination du premier ministre
 - Présidence du conseil des ministres
 - Pouvoir de dissolution de l'Assemblée nationale
 - Pouvoir de légiférer par ordonnances
 - Possibilité de s'adresser directement aux Français par référendum
 - Octroi des pleins pouvoirs par l'article 16 en cas de menace sur la République
 - Chef des armées
 - Domaine réservé : diplomatie + défense
 - Droit de grâce

→ *Renforcement du pouvoir du président*
 - Premier ministre : détermination et conduite de la politique du pays
 - Initiative des lois
 - Fixation de l'ordre du jour de l'Assemblée
 - Article 49.3 permettant de faire passer certaines lois sans débat ni vote
 - Responsable avec son gouvernement devant l'Assemblée
 - Renversable par une motion de censure

* La création d'une administration efficace et stable

- *Création de l'ENA – école nationale de l'administration en 1945*
 - Vidéo de l'Ina présentant la création de l'ENA : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000335/creation-de-l-ecole-nationale-d-administration-ena.html>
 - Objectif : doter la France d'une élite d'administrateurs républicains
 - *Recruter de nouvelles élites fidèles au régime*
 - *« Enseigner les techniques de la vie administrative et politique »*
 - *« Développer le sentiment des hauts devoirs liés à l'exercice d'une fonction publique »*
 - Enseignement ouvert sur les sciences sociales, économiques et politiques
 - Conséquence - constitution d'une nouvelle classe dirigeante à la fois politique et économique
 - *Recrutement identique par le biais de la formation SciencesPo*
 - *Exemple – promotion Voltaire*

ENA: LA PROMOTION VOLTAIRE (1980)

Noms	Fonctions
R-M Aubert	Ancien député, maire de Tulle, délégué à la DATAR (1995-1997)
J-J Augier	Éditeur, homme d'affaires
C. Bazy-Malaurie	Membre du Conseil constitutionnel (2010)
M-F Bechtel	Directrice de l'ENA (2000-2002), député
F Bredin	Ministre de la Jeunesse et des Sports (1991-1993)
M Cadot	Préfet, ancien directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur (2009)
J-M Cambacérés	Ancien député socialiste (1981-1986)
H de Castries	PDG d'Axa-Assurances (2010)
M Delpuech	Préfet, ancien directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur
R Donnedieu de Vabres	Ancien ministre de la Culture et de la Communication
P Etienne	Ambassadeur, ancien directeur de cabinet au ministère des Affaires étrangères
H Fissore	Homme politique, diplomate monégasque
M Gagneux	Ancien directeur de cabinet au ministère des Affaires sociales

Noms	Fonctions
F Hollande	Ancien premier secrétaire du Parti socialiste, président de la République en 2012
S Hubac	Directrice du cabinet du président de la République (2012)
J-P Jouyet	Ancien directeur du Trésor, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires européennes
S Lefebvre de Laboulaye	Ambassadeur de France
P-R Lemas	Préfet, secrétaire général de l'Elysée (2012)
P Mongin	Président de la RATP, ancien directeur de cabinet de Maignon
C Revel	Chef d'entreprise, professeure, auteure
J-M Ripert	Représentant de la France à l'ONU
Y Robert	Maire de Rouen, Inspecteur général de l'Administration de l'Education nationale
S Royal	Présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes, ancienne ministre
M Sapin	Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social (2012), député
J-L Sillicani	Conseiller d'Etat
J Turot	Conseiller d'Etat, avocat
D de Villepin	Diplomate, ancien Premier ministre (2005-2007), avocat
D Zerah	Directeur général de l'Agence française de développement

- *Exemple* – carrière de Valéry Giscard d'Estaing
 - Polytechnique + Ena
 - Inspecteur général des Finances
 - Directeur adjoint du Cabinet du président du Conseil d'Edgar Faure
 - Député du Puy-de-Dôme
 - Secrétaire d'Etat aux Finances
 - Ministre des Finances
 - Ministre de l'Economie et des Finances
 - Président de la République 1974-1981
- *Exemple* – Louis Schweitzer
 - Ena promotion Robespierre
 - Inspecteur des Finances
 - Directeur du cabinet de Laurent Fabius
 - Gouvernement Pierre Mauroy
 - Directeur financier, général, président-directeur général de Renault
 - Président du Conseil d'administration de Renault
 - Président de la Halde
- Limites de l'ENA :
 - *Un recrutement peu ouvert* – « Les héritiers » Pierre Bourdieu
 - 84% de cadres et professions intellectuelles supérieures – 13 % employés – 4% ouvriers
 - Peu de membres issus de l'immigration
 - Femmes minoritaires = 36%

- *Technocrates sans lien avec la réalité du terrain*
 - ◆ Dénonciation ancienne – Georges Pompidou 1984

« Je veux dire que la République ne doit pas être la République des ingénieurs, des technocrates, ni même des savants. La République doit être celle des « politiques » au sens vrai du terme, de ceux pour qui les problèmes humains l'emportent sur tous les autres, ceux qui ont de ces problèmes une connaissance concrète, née du contact avec les hommes, non d'une analyse abstraite. »

- **Formation d'experts travaillant dans l'ombre**
 - Ingénieurs des mines, des ponts, polytechnique
 - Présence dans le secteur public et privé
 - Conseiller des ministres
 - Chef des entreprises publiques
 - Exemple - Patrick Kron (Alstom), Claude Bébéar (Axa), Michel Pébereau (BNP Paribas), Pierre Gadonneix (EDF), Didier Lombard (France Télécom), Bertrand Collomb (Lafarge), Bernard Arnault (LVMH), Carlos Ghosn (Nissan / Renault), Jean-Paul Herteman (Safran), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Gérard Mestrallet (GDF Suez), Jean-Bernard Lévy (Thales)
- **Préfet = renforcement de son rôle**
 - Maillon essentiel de la transmission des décisions de l'Etat central

* Une pratique de la République sur la durée entre forces et faiblesses

- **Un président de plus en plus dominant sur la scène politique**
 - Renforcement de l'exécutif avec adoption de l'élection du président de la République au suffrage universel direct -1962
 - Vidéo – allocution du Général de Gaulle présentant l'élection du président de la République au suffrage universel : <https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00080/1-election-du-president-de-la-republique-au-suffrage-universel.html>
 - Un président omniprésent dans les médias
 - *Développement des conférences de presse*
 - Vidéo – conférence de presse du Général de Gaulle : <https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00044/conference-de-presse-du-10-novembre-1959.html>
 - *Allocutions télévisées*
 - Vidéo – allocution du Général de Gaulle en 1968 : <https://fresques.ina.fr/de-gaulle/parcours/0002/de-gaulle-et-la-crise-de-mai-1968.html>
 - *Utilisation des sondages à partir de 1955*
 - *Voyages en province*
 - Vidéo – voyage du Général de Gaulle dans le Nord-Pas-de-Calais : <https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00254/voyage-a-lille.html>
 - *Recours aux référendums :*
 - ◆ Processus de décolonisation de l'Algérie : janvier 1961 et avril 1962
 - ◆ Approbation de la constitution : septembre 1958
 - ◆ Modifier la constitution : octobre 1962 élection du président de la République au suffrage universel et 1969 création des régions et réforme du Sénat
- **Une vie politique *bipolarisée***
 - Bipolarisation : situation dans laquelle la vie politique voit s'affronter deux grands partis ou deux grands coalitions / regroupements, en général une de gauche et une autre de droite
 - *Adoption du scrutin uninominal majoritaire à deux tours à la place du scrutin à la proportionnelle favorisant la bipolarisation*
 - ◆ 1965 : force de gauche unie – présence au second tour des présidentielles
 - ◆ 1969 : gauche désunie – gauche non présente au second tour des présidentielles

- *Regroupement des partis politique pour augmenter les chances de remporter les élections*
 - Unification des forces de gauche : création du PS sur la base de la fusion de la SFIO avec les clubs politiques en 1969 – union du PS, du PC et des radicaux en 1972 – présentation d'un candidat unique en 1974 aux élections présidentielles : François Mitterrand
 - Vidéo – campagne électorale de François Mitterrand en 1974 : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000130/meeting-de-francois-mitterrand-a-la-porte-de-versailles-en-1974.html>
- *Une pratique de plus en plus contestée à partir de la fin des années 1960*
 - Revendications d'une nouvelle génération
 - Dénonciation du conformisme
 - Dénonciation du matérialisme
 - Dénonciation du poids de l'Etat sur les médias
 - Télévision = « La voix de la France »
 - Mai 68
 - Crise étudiante : manifestation des étudiants – occupation des universités – répression très violente de la police
 - Crise sociale : grève générale = 10 millions de grévistes
 - Crise politique : remise en cause de la politique du Général de Gaulle – dissolution de l'assemblée nationale

2) Un Etat interventionniste

* Un interventionisme économique = Etat entrepreneur – Etat investisseur - accompagnateur des Trentes glorieuses

- *Constitution d'un vaste secteur public par **nationalisation** des secteurs stratégiques*
 - 1944 : houillères du nord et du Pas-de-Calais – marine marchande
 - Vidéo sur la nationalisation des houillères : <https://fresques.ina.fr/memoires-de-mines/fiche-media/Mineur00340/la-nationalisation-des-houilleres.html>
 - 1945 : Renault – crédit lyonnais – Banque de France – Comptoir national d'escompte – Transport aérien – Banque nationale pour le commerce et l'industrie – Société générale
 - 1946 : gaz et électricité – compagnies d'assurances – combustibles minéraux
- ***Planification** indicative définissant des priorités*
 - * Décembre 1945 : création d'un Commissariat général au Plan, confié à Jean Monnet
 - * Création de **PINESS** pour fournir les outils statistiques nécessaires
- *Création du **nouveau franc** d'Antoine Pinay en 1960 :*
 - 100 anciens francs = 1 franc
 - Une nécessité suite à la dévaluation de la valeur du franc entre 1944 et 1958 = -80%
 - Vidéo sur le nouveau franc : <https://www.ina.fr/video/AFE85008558>
 - Politique budgétaire stricte permettant l'équilibre des recettes et des dépenses
- *Soutien au développement des nouvelles technologies*
 - Développement du système **SECAM** - Séquentiel Couleur à Mémoire : système de codage vidéo analogique en couleurs, utilisé en France et notamment dans les pays de l'est de l'Europe
 - **Plan calcul** 1964 – promotion de l'informatique
 - **Concorde** : premier vol - le 2 mars 1969
 - Centre spatial de Kourou 1968 en remplacement du centre spatial d'Algérie
- *Politique d'aménagement du territoire*

▪ Une France à reconstruire après la guerre



- Création de la **DATAR** 1963 : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale – service ministériel chargé de préparer, d'impulser et de coordonner de la politiques d'aménagement du territoire
- **Plan neige** – création de station de sports d'hiver pour valoriser « l'or blanc » : Courchevelles – Les Arcs – La Plagne
 - Vidéo consacrée au plan neige : <https://fresques.ina.fr/montagnes/fiche-media/Montag00065/le-plan-neige-pour-l-amenagement-de-la-montagne.html>
 - Vidéo consacrée à l'essor des sports d'hiver : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000374/l-essor-des-vacances-aux-sports-d-hiver.html>

- **Métropole d'équilibre** 1963 : programme visant à lutter contre les déséquilibres de développement du territoire français dominé par Paris selon l'expression de Jean-François Gravier « Paris et le désert français » – identification de 8 villes comme des métropoles d'équilibre qui vont recevoir des investissements pour favoriser leur développement : Lille-Roubaix-Tourcoing, Nancy-Metz, Strasbourg, Lyon-Grenoble-Saint-Etienne, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes-Saint-Nazaire, Rennes, Clermont-Ferrand, Dijon, Nice.
- **Villes nouvelles** 1969-1973 : création de villes visant à organiser la croissance urbaine en la canalisant autour de nouveaux pôles urbains – Cergy-Pontoise – Saint-Quentin-en-Yveline – Marne-la-Vallée – Sénart – L'Isle-d'Abeau
 - Vidéo consacré à Lille Est : <https://fresques.ina.fr/mel/fiche-media/Lillem00094/la-ville-nouvelle-de-lille-est.html>
- Création des **parcs naturels nationaux** (1969-1979) : protection de l'environnement – Vanoise, Port-Cros – Pyrénées – Cévennes – Ecrins – Mercantour
 - Vidéo consacré au Parc national du Mercantour : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/alpes-maritimes/vallee-roya/parc-national-du-mercantour-fete-ses-40-ans-decouvrez-son-histoire-1690316.html>
- Infrastructures :
 - Autoroutes du soleil
 - Pont : pont de l'île de Ré, d'Oléron
 - Tunnel du Mont-blanc – tunnel de Fréjus
 - Aéroport : Orly – Roissy
 - Electrification des chemins de fer
 - ZIP zone industrialo- portuaire : création dans le contexte de l'arrivée massive des matières premières par la mer et de maritimisation de l'industrie lourde : création de Dunkerque en 1963 et de Fos-sur-Mer en 1968
- **Lutte contre les effets de la crise des années 1970**
 - Accent mis sur le nucléaire pour atténuer la dépendance vis-à-vis du pétrole : construction de 13 centrales nucléaires + création d'une centrale de recyclage du matériel nucléaire à la Hague
 - Vidéo consacrée au plan du nucléaire : <https://www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/le-lancement-du-nucleaire-civil-en-france-en-1974/>
 - Repli industriel : fermeture des usines de textile et de sidérurgie
 - Vidéo consacrée à la crise du textile : <https://sites.ina.fr/la-manufacture/focus/chapitre/3>
 - Suppression du contrôle des prix en 1974
 - Assouplissement du plan
 - Glissement vers un nouveau modèle de type libéral

* **Un interventionisme social = Etat-providence**

- **Fondation de la Sécurité sociale est créée en octobre 1945**
 - Couvrir « l'ensemble de la population du pays contre l'ensemble des facteurs d'insécurité »
 - Financement des caisses de la sécurité sociale par les cotisations salariales et les cotisations patronales
 - Gestion par les partenaires sociaux : patronat et syndicats
 - Vidéo consacrée à la sécurité sociale : <https://fresques.ina.fr/securite-sociale/parcours/0002/naissance-et-evolution-de-la-securite-sociale.html>
- **Création des CHU – centres hospitaliers universitaires 1958**
- **Création du SMIG - 1970**
 - Salaire minimum interprofessionnel garanti
- **Création de l'ANPE – 1967**
 - Agence nationale pour l'emploi
- **Démocratisation de l'éducation**
 - Scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans 1959

- Vidéo consacrée à l'école obligatoire jusqu'à 16 ans : https://www.francetvinfo.fr/societe/education/video-il-y-a-55-ans-l-ecole-devenait-obligatoire-jusqu-a-16-ans_789745.html
- Création du collège unique 1975 par la loi Haby
 - Vidéo consacrée du collège unique : <https://www.dailymotion.com/video/x2piokc>

* Un interventionisme culturel

- *Soutien à l'essor des équipements culturels*
 - Centre nationale de la cinématographie
 - Développement d'un réseau de bibliothèques départementales
- *Création du ministère de la culture – 1959*
- *Loi de la protection du patrimoine – 1962*